



Mise à jour économique : sous-traitance et privatisation à prévoir

Sherbrooke, le 26 octobre 2016 – Le Regroupement des organismes communautaires de l'Estrie s'inquiète des mesures annoncées dans la mise à jour économique du gouvernement Couillard.

Alors que le ministre Leitaó clame sur toutes les tribunes médiatiques un réinvestissement dans les services de santé et les services sociaux, il ne dit mot sur le fait que ces derniers seront, majoritairement, offerts par le privé.

De la construction des méga-cliniques, gérées par des médecins entrepreneurs et signant l'arrêt de mort des CLSC, aux entreprises d'économie sociale en passant par l'entreprise privée, les soins de santé sont désormais perçus comme des occasions d'affaires. Les contrats iront à l'appel d'offre le moins cher. La responsabilité ne reviendra plus à l'État, ce dernier se gardera simplement le droit de vérification et celui d'émettre des normes. Les personnes en perte d'autonomie auront des soins certes, mais des soins donnés par des travailleurs et des travailleuses gagnant à peine le salaire minimum, sans assurances collectives et encore moins de fonds de pension. « Est-ce que laver votre mère vaut vraiment seulement 12\$/l'heure? Jusqu'où la concurrence des marchés dans nos soins de santé peut-elle aller ? » questionne Claudelle Cyr, directrice du ROC de l'Estrie.

Les inquiétudes sont aussi vives dans le milieu communautaire. Sans rehaussement de financement de leur mission depuis des années, des organismes communautaires se voient forcés d'accepter des ententes de services pour réussir à garder leurs portes ouvertes. L'annonce d'investissement dans les soins à domicile et les soins intermédiaires laisse croire au pire à ce sujet. Or, les organismes communautaires n'ont pas été mis sur pied pour répondre aux coupes des gouvernements et devenir des sous-traitants, participant ainsi à la privatisation des services sociaux. Le gouvernement a reconnu l'action des organismes communautaires et leur contribution originale à la société dans une politique il y a 15 ans. « La question de notre autonomie est au cœur de cette politique. Pourtant, nous nous battons encore aujourd'hui pour qu'elle soit appliquée au sein de l'appareil gouvernemental. » mentionne Mme Cyr.

Ces derniers se feront voir et entendre les 7-8-9 novembre prochain dans le cadre d'une mobilisation réunissant l'ensemble des secteurs d'intervention, que ce soit en éducation, famille, défenses des droits, services sociaux, etc. Ils réclament un investissement majeur pour le financement de leur mission, une plus grande reconnaissance de leur travail et la fin des mesures systémiques d'appauvrissement de la population mises en place par le gouvernement, ceci inclut de mettre un terme à la privatisation et la sous-traitance de nos services publics.

- 30 -

Le ROC de l'Estrie regroupe plus d'une centaine d'organismes d'action communautaire autonome œuvrant en santé et en services sociaux de la région socio sanitaire de l'Estrie.

Pour information : Claudelle Cyr – 819.823.4131 / direction@rocestrie.org